

<http://www.ujfp.org/spip.php?article2795>



Appel pour la constitution d'un Collectif national Egalité des Droits / Justice pour tou(te)s

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : vendredi 28 juin 2013

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le 3 décembre 1983, 100 000 personnes manifestaient à Paris, concluant une Marche partie de Marseille le 15 octobre. Décidée par un groupe de marcheurs issus des cités de la banlieue lyonnaise, cette Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme marqua l'émergence d'une nouvelle génération, celle des enfants d'immigrés. Elle fût organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire qui vit, comme à Dreux, des alliances avec le Front national. Elle prolongeait à sa manière, les luttes menées dans la décennie précédente par les travailleurs immigrés pour l'égalité des droits. Les « invisibles » devenaient des acteurs à part entière de la société française.

Notre Marche ne s'est pas terminée le 3 décembre 1983. Nous n'avons jamais cessé de marcher et de lutter. Même si nous avons remporté des victoires ou obtenu quelques avancées, la situation des immigrés et de leurs descendants, dont beaucoup sont français, n'a cessé de se dégrader. Les habitants des quartiers populaires d'aujourd'hui sont confrontés à des situations plus dures qu'en 1983. Trente ans pour arriver à ce constat amer : les violences policières comme les crimes racistes n'ont pas cessé et restent impunis. Pire, un racisme d'Etat fait de lois, de pratiques et de discours nauséabonds s'est propagé d'en haut ; la négrophobie et l'islamophobie se sont développées, prolongeant le racisme anti-arabe. La promesse du Président de la République d'alors, celle du droit de vote pour les étrangers extra-communautaires n'a jamais été tenue. Aujourd'hui, après une décennie de pouvoir de droite avec tous ses excès et ses démagogies populistes - débats sur l'identité nationale et le « rôle positif » de la colonisation - le nouveau gouvernement reste dans la ligne de tous ses prédécesseurs : restriction au droit d'asile, accentuation des discriminations dans tous les secteurs de la société, relégation des quartiers populaires et de leurs habitants, menaces de disparition des associations de terrain et de proximité, contrôles aux faciès, justice à deux vitesses, chasse aux sans papiers et aux Roms, multiplication des expulsions... Et pendant ce temps, les Chibanis, nos anciens, sont reclus et privés de leurs droits.

Trente ans se sont écoulés, après le formidable espoir soulevé par la Marche de 1983. Notre détermination reste intacte. Nous ne lâcherons rien. Le message de la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, même s'il n'est pas enseigné comme il se doit à l'école, est plus que jamais d'actualité et nous voulons qu'il soit à nouveau entendu avec force. C'est pour cela que partout, dès maintenant, et entre le 15 octobre au 3 décembre 2013, nous proposons à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cet appel de mettre en place des assemblées générales et des initiatives au niveau local, régional, national. Nous ne nous contenterons pas de crier notre colère contre les injustices et les inégalités. Nous proposerons à toute la société d'autres solutions, celles de l'égalité des droits pour en finir avec la République du mépris.

D'ores et déjà, nous appelons à deux rencontres : le 15 octobre, date du départ de la Marche à Marseille en 1983, et les 18 et 19 octobre à Vaulx-en-Velin, pour rappeler que la banlieue lyonnaise a été le berceau de ce mouvement. Nous organiserons dans toute la France une quinzaine pour l'égalité des droits et la justice pour toutes et tous du 25 novembre au 8 décembre. Faisons du 3 décembre, une journée de rassemblements et de manifestations. Organisons une manifestation nationale à Paris le samedi 7 décembre !

Contre le racisme et pour l'égalité des droits

Tous en marche, on arrive !

Les mouvements, associations ou organisations qui veulent s'associer à ce texte peuvent signer cet appel sur : marche30egalite@gmail.com

Premiers signataires :

Au nom de la mémoire, L'Echo des cités, Agence Im'média, Forum Social des Quartiers populaires, (FSQP), , Vies Volées, Réseaux, Interventions, Réflexion Quartiers Populaires (RIRQP), Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP), Sortir du colonialisme, Femmes plurielles, AIDDA, Collectif 3 C, Copaf (Collectif pour l'avenir des foyers), FASTI, Cie Espace Temps, Association de Solidarité et d'Information pour l'Accès aux Droits (ASIAD), association L'Yeux Ouverts, Collectif Fathy Koumba, L'Etoile Nord Africaine Anticapitaliste (ENAA), Fondation Frantz Fanon, association Remem'Beur, Collectif Les mots sont importants, Femmes en lutte 93, Droit au Logement (DAL) , MRAP, Cedetim, Attac France, Ligue des Droits de l'homme (LDH), Union Nationale des Sans Papiers (UNSP), Coordination des Intermittents et des Précaires (CIP), Collectif Féministes Pour l'Egalité, Collectif Mamans Toutes Egales

Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Association des Marocains en France (AMF), Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR), Association des Tunisiens en France (ATF), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF) , Mouvement Citoyen des Tunisiens en France (MCTF), Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT), Union Juive Française pour la Paix(UJFP), International Jewish Anti-Zionist Network (IJAN), Conseil Représentatif des Associations Noires de France (CRAN), République et Diversité, CIFORDOM, Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie,(ACORT) Fédération des Associations Kurdes en France (FEYKA), la Maison du Tamil Eelam, AFAPREDESA (Association des Familles des Prisonniers et Disparus Sahraouis), La voix des Roms, Union syndicale Solidaires

Île de France : Association les Orange (Nanterre), Agence de Promotion des Cultures et du Voyage (APCV - Saint - Denis), Collectif étudiant-e-s étranger-ère-s de l'université de Paris8 (CEEP8), Association de la Nouvelle Génération Immigrée (ANGI -Aubervilliers), Ensemble Vivre Travailler Coopérer (93), Association de solidarité Essonne avec les familles Roms et Roumaines, DIEL (Droits Ici et Là-bas) CSP75 coordination 75 des Sans-Papiers

Rhône - Alpes : Valeurs des Quartiers - Agora (Vaulx en Velin, Association elghorba Lyon, collectif "Capagauche 07 » (Ardèche) Valence Positive (Drôme) ,

PACA : Agissez, rêvez - Agir pour la justice, contre le racisme, l'exclusion et la violence (AJCRV Avignon) , Librairie associative Transit - Marseille,

Nord pas de Calais : Algériens Nord Pour le Changement et la Démocratie (ANDC), Association des Mineurs Marocains du Nord-Pas-de-Calais (AMMN), Collectif Manouchian, Collectif Afrique, Association Tribu (Roubaix), Comité des Sans Papiers 59, Association Ch'faïd, Association Etouchane, Association des Tunisiens du Nord de la France (ATNF) , Association Place Publique (associations membres du FUIQP) ARDLFM (Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes 59), Rencontre et Dialogue Roubaix,

Collectif coup pour coup 31 , Association régionale de lutte contre les discriminations et l'égalité des droits en Alsace (ALDA- Mulhouse),

Comité pour les respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT) Association Citoyenne pour la Démocratie Participative (ACDP Tunis), Association Tunisienne de Soutien Aux Minorités, l'Association Tunisienne du Défense Des demandeurs d'Emploi-Kasserine

Organisations politiques soutenant le texte :

Emergence, NPA, Europe Ecologie Les Verts (EELV), Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE- membre du Front de gauche) , Gauche Anticapitaliste (GA membre du Front de Gauche) , GA54-FASE, la Gauche Cactus, Front Populaire de Tunisie (section France), Emergence